

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/MEX/13  
G/SCM/Q1/MEX/13  
1<sup>er</sup> novembre 2004

(04-4618)

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: espagnol

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS<sup>1</sup>  
au sujet de la notification du MEXIQUE<sup>2</sup>

La communication ci-après, datée du 28 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation du Mexique.

### Question

**1. Le Mexique a-t-il déjà ouvert une procédure en application des amendements de 2003 à la Loi sur le commerce extérieur (le "Décret")? Dans l'affirmative, veuillez énumérer les affaires en question.**

### Réponse

Oui, les enquêtes ouvertes à compter de la date de publication des modifications de la Loi sur le commerce extérieur au Journal officiel de la Fédération (13 mars 2003) ont été conduites conformément à la loi modifiée. Les affaires dont il s'agit sont mentionnées dans les rapports semestriels que le Mexique a présentés au Comité des pratiques antidumping.

### Question

**2. Des révisions sont-elles apportées au Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur afin de refléter les amendements de 2003? Dans l'affirmative, quand le Mexique prévoit-il que le Règlement révisé sera notifié à l'OMC?**

### Réponse

Il est procédé en ce moment à une révision du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur de façon à tenir compte des modifications apportées à la loi en 2003; ces modifications seront notifiées à l'OMC une fois qu'elles auront été publiées au Journal officiel de la Fédération, comme cela a été fait pour la Loi sur le commerce extérieur.

---

<sup>1</sup> G/ADP/Q1/MEX/12-G/SCM/Q1/MEX/12.

<sup>2</sup> G/ADP/N/1/MEX/1/Suppl.2-G/SCM/N/1/MEX/1/Suppl.1-G/SG/N/1/MEX/1/Suppl.1.

### Question

3. Dans ses réponses aux questions posées par les États-Unis et par d'autres pays, le Mexique a affirmé que les traités internationaux s'appliquent automatiquement. De plus, dans sa réponse au Chili, le Mexique a affirmé que "[c]onformément au système juridique mexicain, les accords internationaux (comme l'Accord antidumping) priment sur les lois fédérales".<sup>3</sup> Quelles sont précisément les sources du droit mexicain qui établissent que les traités internationaux priment sur les lois fédérales? Dans quelle mesure cela est-il compatible avec l'article 133 de la Constitution mexicaine, qui semble mettre les lois fédérales et les traités internationaux sur un pied d'égalité?<sup>4</sup>

### Réponse

Étant donné que ce thème fait l'objet d'un examen dans le cadre d'une procédure de règlement des différends engagée par les États-Unis, il ne sera pas répondu à la présente question.

### Question

4. S'agissant de l'article 31 du Décret, le Mexique a-t-il jamais fait une détermination en matière antidumping sur la base de prix dans un pays tiers? Dans l'affirmative, l'autorité administrante a-t-elle utilisé le "prix ... [représentatif] le plus élevé" dans son calcul de la valeur normale? Veuillez identifier tous les cas dans lesquels il a été ainsi procédé.

### Réponse

À ce jour, aucune détermination n'a été faite sur la base du prix représentatif le plus élevé dans des pays tiers pour calculer la valeur normale dans le cadre d'enquêtes ayant donné lieu à l'application de mesures antidumping.

### Question

5. Les États-Unis, qui apprécient les éclaircissements donnés par le Mexique quant à certaines questions soulevées précédemment au sujet de l'article 86, constatent que le Mexique a signalé que l'application de l'article 86 par l'autorité administrante est discrétionnaire plutôt qu'obligatoire. Toutefois, partant de l'idée que l'article 86 n'a pas été adopté dans l'intention de ne jamais y recourir, les États-Unis apprécieraient que le Mexique donne des éclaircissements complémentaires quant à la façon dont cette disposition, si elle était appliquée, serait compatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping, qui interdit la divulgation de renseignements confidentiels sans l'autorisation expresse de la partie qui les a fournis. Si l'autorité administrante jugeait opportun de signaler l'existence éventuelle de pratiques monopolistiques à l'autorité antitrust, quelle documentation fournirait-elle à l'autorité antitrust? Dans ces circonstances,

---

<sup>3</sup> G/ADP/Q1/MEX/10-G/SCM/Q1/MEX/10, page 9, réponse à la question n° 17.

<sup>4</sup> Artículo 133. Esta Constitución, las leyes del Congreso de la Unión que emanen de ella y todos los tratados que estén de acuerdo con la misma, celebrados y que se celebren por el Presidente de la República, con aprobación del Senado, serán la Ley Suprema de toda la Unión. CONSTITUCIÓN POLÍTICA DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS.

Article 133. La présente Constitution, les lois adoptées par le Congrès de l'Union, qui émanent de la Constitution, et tous les Traités conformes à la Constitution, conclus par le Président de la République avec l'assentiment du Sénat, sont la loi suprême de toute l'Union. CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

**l'autorité administrante aurait-elle l'obligation ou l'option d'identifier aussi la partie soupçonnée de pratiques monopolistiques?**

Réponse

Comme il l'a déjà fait dans sa réponse à la question n° 12 posée par le Chili (G/ADP/Q1/MEX/10), le Mexique signale que "[l]'article 86 de la Loi sur le commerce extérieur n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à fournir des renseignements confidentiels aux autorités antimonopoles; il les oblige uniquement à porter à leur connaissance l'existence possible de pratiques monopolistiques". Lesdits renseignements confidentiels ne seraient donc pas divulgués. Conformément à ce qui précède, il ne serait par ailleurs pas nécessaire d'aviser la partie soupçonnée de pratiques monopolistiques et l'attitude adoptée par l'autorité mexicaine chargée de l'enquête ne contreviendrait pas aux dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

Question

**6. Dans sa réponse à la question n° 10, le Mexique a déclaré:**

**L'article 40 de la Loi sur le commerce extérieur dispose que, quand la totalité des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, le Mexique peut prendre en compte les fabricants de la marchandise produite au stade immédiatement antérieur de la même ligne de production, et le fera à condition que la marchandise en question respecte les critères arrêtés à l'article 2.6 de l'Accord antidumping. Cet article est donc conforme aux dispositions de l'Accord antidumping.**

**(souligné dans l'original). Le Mexique peut-il indiquer:**

- a) quelles sont les considérations qu'examine son autorité pour décider d'exercer ou non sa faculté discrétionnaire de prendre en compte les fabricants de la marchandise produite au stade immédiatement antérieur de la même ligne de production que la branche de production nationale; et**
- b) si, en déterminant si "la marchandise en question respecte les critères arrêtés à l'article 2.6 de l'Accord antidumping", son autorité ne tient aucun compte du fait qu'un article de production nationale est produit au même stade de production que les articles importés faisant l'objet de l'enquête.**

Réponse

L'article en question n'a pas été utilisé par l'autorité mexicaine chargée des enquêtes malgré le fait qu'il soit substantiellement identique à l'article 40 antérieur de la Loi sur le commerce extérieur, par conséquent, il n'existe pas encore de critère d'application en la matière.

---